

conseil ne vient pas très à point. Le ministre blâme l'Europe de l'erreur grossière qu'il a commise l'an dernier quand il a prédit que le produit national brut augmenterait de 6 p. 100. C'est étonnant, monsieur l'Orateur, mais chaque fois qu'il y a quelque chose de faux dans ses calculs ou ses prévisions, le ministre parvient toujours à trouver un bouc émissaire. Je me souviens de plusieurs occasions où il a blâmé les États-Unis. Maintenant il regarde vers l'Europe qui est censée être responsable, ou peut-être est-ce le gouverneur de la Banque du Canada qu'on nous dépeint comme un méchant ogre, comme un homme qui a comploté et intrigué pour faire échouer les projets du gouvernement.

Je ne crois pas qu'on puisse éviter si facilement le blâme, en le rejetant sur les États-Unis, l'Europe ou le gouverneur de la Banque du Canada. N'allons pas oublier que le ministre, au nom du peuple du Canada, est le propriétaire de la Banque du Canada. Les Canadiens n'accepteront pas facilement que le gouvernement blâme l'un des employés de la Banque, même s'il s'agit du gouverneur, pour sa propre inaction, même si cette tentative est camouflée sous une accusation, soit que le gouverneur a travaillé à l'augmentation de sa pension.

Le 16 janvier dernier, notre groupe a proposé un amendement au petit budget. Notre amendement renfermait plusieurs recommandations, mais trois d'entre elles visaient particulièrement la politique monétaire. Permettez-moi de les consigner au compte rendu. La première demandait la réduction des taux d'intérêt; la deuxième préconisait un accroissement de la disponibilité d'argent proportionné à un programme de plein emploi, et la troisième favorisait l'aide aux industries domestiques et d'exportation par l'adoption des mesures nécessaires à la réduction de la prime sur le dollar canadien.

A ce moment-là, et en d'autres occasions, le ministre a beaucoup ridiculisé nos propositions dans le domaine de la politique monétaire. Il a fait de nombreux discours tant en Chambre qu'à l'extérieur pour dire aux Canadiens qu'il était impossible de donner suite à ces recommandations. Enfin, aujourd'hui, quoique assez tard, le ministre accepte officiellement chacune de ces trois propositions. Je tiens à l'en féliciter. J'espère seulement que son acceptation de ces propositions se traduira, dans la pratique, à très brève échéance, car la nation a besoin qu'on donne suite à ces propositions. A la fin de mes observations, mon groupe se propose de formuler des propositions supplémentaires auxquelles, estimons-nous, il conviendrait de donner suite. J'espère que cette fois-ci le ministre ne tardera pas autant à adopter les nouvelles propositions que nous allons insérer dans notre amendement.

J'ai écouté les jérémiades habituelles du parti libéral. A mon sens, son attitude est des plus irréflective. S'il est vrai que nous sommes ici pour critiquer, il est également vrai que nous devons présenter des contre-propositions utiles aux propositions du gouvernement. Les griefs des libéraux ne me paraissent pas renfermer grand-chose qu'on pourrait qualifier de contre-propositions utiles. L'amendement libéral lui-même se contente d'inviter le gouvernement à démissionner afin, je suppose, que les libéraux puissent reprendre le pouvoir. Cependant, les Canadiens n'oublieront pas si facilement les longues années de mauvaise administration libérale qui a conduit notre économie à l'impasse où elle se trouve depuis. A mon avis, l'impuissance manifeste des partis libéral et conservateur à présenter des mesures propres à relever l'activité économique du Canada témoigne de la faillite de leur philosophie politique.

Le ministre a prédit un déficit, en compte courant, je suppose, de 650 millions de dollars. S'il s'agissait d'un déficit destiné à accélérer le rythme de notre économie, si ce déficit devait servir à atteindre des objectifs d'intérêt national, nous l'approuverions de tout cœur. Nous ne nous sommes jamais opposés à des déficits délibérément prévus afin d'atteindre une fin économique déterminée. Toutefois, celui auquel nous faisons face aujourd'hui ne résulte que d'une mauvaise gestion. C'est le déficit de compte courant ou ordinaire du gouvernement.

A mon avis, c'est une inculpation terrible de la ligne de conduite suivie dans l'administration des affaires du pays. Si le gouvernement demandait l'approbation d'un déficit devant supprimer le chômage dans notre pays, et donner à tout le monde un niveau minimum d'existence digne des ressources de notre nation, je dirais que la population du Canada l'approuve cordialement. Mais le public canadien ne verra pas d'un très bon œil un gouvernement qui se révèle incapable d'administrer les finances du pays.

Il s'agit là d'un déficit passif, et je ne vois, dans ce budget, aucun indice de l'expansion qu'on nous avait fait espérer, surtout étant donné l'attaque lancée contre le gouverneur de la Banque du Canada. Nous sommes d'avis que notre économie ne progressera pas d'elle-même: il lui faut l'intervention du gouvernement. En outre, nous sommes convaincus que nos problèmes ne seront pas résolus avant que le gouvernement appuie et mette en vigueur la théorie fondamentale du dirigisme économique.

Pour ma part, je déplore profondément que le ministre—ainsi qu'il l'a avoué—ait préparé tous les budgets qu'il a présentés à la Chambre au cours de son mandat sans consulter le gouverneur de la Banque du Canada.